

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 11/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PROLEIN**

Quai des Indes  
76200 DIEPPE

Références : UDRD.2022.10.R.16  
Code AIOT : 0005800404

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement PROLEIN implanté Quai des Indes 76200 DIEPPE. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est tenue dans le cadre de plaintes de nuisances liées aux odeurs dégagées par l'exploitation en phase de démarrage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROLEIN
- Quai des Indes 76200 DIEPPE
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.

L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction des protéines, tout en produisant du biogaz à partir des composés organiques présents dans ces eaux résiduaires.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Odeurs
- Récolement des échéances de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nuisances liées aux odeurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Percements parois coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 22/11/2021, article 8.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Démontage des silos et cuves inutilisés	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	21 mois
4	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	21 jours
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Plans et programmes de maintenance et de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.4.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rétentions existantes	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
9	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Système d'aspiration des poussières	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
13	Rapport annuel conformité ATEX silos béton, cellules métalliques et magasin	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
16	Rapport annuel vieillissement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Test poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.5	/	Sans objet
10	Portillon accès poteau incendie rue bonne nouvelle	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.5	/	Sans objet
14	Sondes thermométriques silos béton et cellule métallique	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.5	/	Sans objet
15	Mesure température tourteaux gras et humides et détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.5	/	Sans objet
17	Porte découplage n° 3	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.3.1.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La phase de démarrage non maîtrisée en terme de nuisances aux riverains et le non respect des échéances fixées dans l'arrêté amènent l'inspection à mettre en demeure l'exploitant pour lui rappeler de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nuisances liées aux odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.</p> <p>L'exploitant met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du Système de Management Environnemental (SME), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un protocole précisant les actions et le calendrier ;</li> <li>- Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;</li> <li>- Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;</li> <li>- Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul>

**Constats :** L'inspection a reçu au cours du mois d'août 2022 plusieurs plaintes de riverains vivant aux alentours du site pour des nuisances liées aux odeurs, qui ont débuté en juillet, mais dont elle n'avait pas eu connaissance avant. Suite à ces plaintes, l'exploitant a mandaté une société spécialisée afin d'identifier et caractériser les émissions odorantes du site et d'en évaluer l'impact dans l'environnement selon la méthode du "Langage des Nez". Cette étude datée du 2 août 2022 a permis de confirmer les types d'odeurs recensés par les riverains mais également d'en déterminer la source : la station d'épuration, et certains équipements de celle-ci en particulier.

L'exploitant a mis en place différentes actions afin de revenir à une situation acceptable telles que :

- Couverture temporaire d'un puit de relevage identifié comme l'émetteur principal des odeurs ;
- Interventions régulières sur ce puit de relevage pour le vidanger et abattre la mousse par la mise en place de rampes d'aspersion.

Ces actions n'ayant pas permis de maîtriser les nuisances olfactives, la production du site a été arrêtée à partir du 14 septembre et les actions suivantes mises en oeuvre :

- suspension de l'envoi des effluents vers la station de traitement des eaux ;
- vidange du bassin tampon et du puits de relevage, suivie de leur nettoyage ;
- mise en place d'une nouvelle unité de désodorisation par charbon actif captant et traitant le ciel gazeux du puits de relevage ;
- transfert vers le méthaniseur des boues granulaires de méthanisation, jusque là stockées à l'air libre dans le stockeur de boues ;
- remise en service du sécheur puis reprise progressive de l'envoi d'effluents (sans protéines) vers la STEP, à compter du 22 septembre ;
- suivi quotidien de la STEP : comprenant date, heure, conditions météo (vent, direction et force), l'analyse H2S en sortie de l'unité de désodorisation du bassin tampon et en sortie de l'unité de désodorisation puits de relevage ainsi qu'une note odeur de 0 à 10 (0 = sans odeur).

L'inspection s'est rendue sur site le jeudi 22 septembre 2022 pour constater la mise en place des actions précitées, leur efficacité et les actions restant à déployer.

Il est ressorti des échanges que :

- le puits de relevage et le stockeur de boues granulaires seront couverts de façon pérenne sous 2 mois ;
- une étude sera menée sous 1 mois pour faire évoluer la conception de la couverture du bassin tampon fonctionnant par dépression dont le balayage n'est aujourd'hui assuré que par une seule amenée et une seule extraction d'air sous 1 mois ;
- pour chacune des unités de désodorisation du puit de relevage et du bassin tampon, l'exploitant disposera en permanence d'un charbon actif d'avance permettant leur remplacement immédiat en cas de saturation sous 2 semaines.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

## N° 2 : Percements parois coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2020, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parois sont de propriété REI 120. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs [...] sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que certains passages de câbles au droit des planchers de l'escalier de la tour d'atomisation n'étaient pas rebouchés, notamment au niveau dit « +6 m ». L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux permettant de restituer le degré coupe-feu des parois traversées sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Démontage des silos et cuves inutilisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements abandonnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. En particulier, les silos et cuves inutilisés sont démontées avant la mise en service de l'atelier protéines.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que certains équipements non utilisés dans le cadre de la réindustrialisation du site étaient toujours présents sur site. L'exploitant a indiqué que le projet initial était de conserver les 4 silos métalliques pour le process à froid et les 6 silos béton pour le process à chaud. Pour les silos béton, la stratégie a été revue suite aux conclusions du rapport sur le vieillissement des structures (voir point spécifique relatif à ce point) qui nécessiteraient des travaux trop conséquents. L'exploitant a indiqué que leur démantèlement serait réalisé sur 2023 et 2024. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser le démantèlement des silos béton avant juin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 21 mois

#### N° 4 : Zonage ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le zonage ATEX (atmosphère explosive), et le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) sont réalisés et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  En outre, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'unité protéines pour l'ensemble des zones ATEX identifiées : <ul style="list-style-type: none"><li>- la justification de l'adéquation matériel (électrique et non électrique)</li><li>- la vérification des mises à la terre et des continuités électriques</li><li>- le protocole de vérification des liaisons équipotentielles et des tresses de continuité</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté qu'aucun document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'était finalisé. Toutefois le zonage ATEX a été réalisé. Les DRPCE des trois entités présentes sur site sont à transmettre ainsi que la justification de l'adéquation matériel, la vérification des mises à la terre et des continuités électriques et le protocole de vérification des liaisons équipotentielles et des tresses de continuité sous 3 semaines. Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin tampon, classé en zone ATEX ne disposait pas de la signalisation adéquate. L'exploitant corrigera ce point sous 1 semaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 21 jours

#### N° 5 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. En outre, l'analyse du risque foudre et l'étude technique sont transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéine.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas pu consulter l'étude du risque foudre. L'exploitant a indiqué qu'une étude technique avait été réalisée. Il la transmettra accompagné des PV travaux justifiant que le site répond aux exigences du rapport et de la réglementation ou transmettra un justificatif de conformité réalisée par un organisme agréé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 6 : Plans et programmes de maintenance et de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une maintenance préventive permettant de fiabiliser les installations est mise en place sur le site. Cette dernière est assurée par des techniciens qualifiés. Les instructions et consignes disponibles pour la conduite et l'entretien ou la maintenance des matériels utilisés rassemblent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— Les fiches de vie du matériel,</li> <li>— La liste des installations et du matériel du process,</li> <li>— Les plans (contenu) et programmes (périodicité) des opérations de maintenance et de surveillance,</li> <li>— La liste des contrôles annuels des installations,</li> <li>— Leur organisation (périodicité, spécification.),</li> <li>— Les opérations de maintenance préventives et curatives,</li> <li>— Les identifications du matériel non conforme.</li> </ul> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée (permis de travail).</p> <p>Les plans de maintenance et de surveillance intègre le suivi du vieillissement des installations (corrosion, fatigue...)</p> <p>En outre, les différents plans et programmes de maintenance et de surveillance sont mis à jour et réalisés avant la mise en service de l'unité protéines.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les plans de maintenance préventives ne sont pas finalisés. Si les outils informatiques d'assistance existent, ces derniers ne sont pas complètement renseignés (matériels non inscrits, matériels sans périodicité de contrôle, etc.). Par ailleurs, les modes opératoires de maintenance ne sont pas totalement réalisés.</p> <p>L'exploitant finalisera ses plans et programmes de maintenance et de surveillance pour le 31 décembre 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 7 : Rétentions existantes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel. Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. En outre, la vérification de l'état des rétentions existantes et les éventuelles réparations sont effectuées avant la mise en service de l'unité protéines.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que seules 2 rétentions ont été testées. L'exploitant a indiqué que les essais réalisés conclut à la nécessité de reprendre leur étanchéité. Une autre campagne de test est prévu le 7 octobre pour les autres rétentions du site. L'exploitant transmettra sous 2 semaines le rapport de la campagne ainsi que le plan d'actions à mettre en œuvre et réalisera une réfection de l'étanchéité avant tout stockage de produits liquides dans les rétentions non étanches.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 8 : Test poteaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel est alimenté par l'eau de ville. Ce réseau comprend au moins : - plusieurs prises d'eau (au moins cinq poteaux) munies de raccords normalisés (100 mm) et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours assurant un débit cumulé sur 4 poteaux en simultanés de 300 m3/h sous une pression dynamique de 1 bar. Ces poteaux sont situés à moins de 100 m de l'une des entrées principales des locaux par des chemins praticables. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau et du débit cumulé sur 4 poteaux est testé avant la mise en service de l'unité protéines.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté qu'un test des poteaux incendie a été réalisé le 14/01/2022. Les débits mesurés répondent aux exigences de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Ressource en eau et en mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel est alimenté par l'eau de ville. Ce réseau comprend au moins :            - de robinets d'incendie armés ;            - de colonnes sèches.            Le réseau comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.            Le site est également équipé :            - en complément des poteaux incendie et en cas de défaillance du réseau, les 2 cuves d'eau de process 08V01 et 08V02 sont munies de raccords pompier. L'exploitant s'assure en permanence d'un volume présent de 180 m<sup>3</sup> réparti sur les 2 cuves ;            - d'un réseau sprinkleur pour les ateliers Feed+ et MID1 alimenté par une motopompe de 179 m/h reliée à 2 cuves de 270 m<sup>3</sup> ;            - d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;            - de réserves en émulseur adaptés à la nature et aux quantités produits présents sur le site ;            - de réserves de sable meuble et sec ou d'absorbants convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.            L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à l'utilisation des extincteurs et des RIA.            L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'entité en charge de la trituration a formé ses équipes à l'utilisation d'extincteurs et de robinet incendie armé, idem pour l'entité en charge de la station d'épuration. L'entité en charge de l'extraction a indiqué que ses robinets incendie armé n'étaient pas connectés car leur besoin ne se justifierait pas. L'exploitant transmettra un justificatif de cette absence de besoin qui devra être validé par le SDIS. Il transmettra également les justificatifs de formation de ses personnels à l'utilisation d'extincteurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Portillon accès poteau incendie rue bonne nouvelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Un portillon d'accès (1m60 de large) permettant l'accès au poteau incendie ville au niveau de la clôture de la station d'épuration côté rue Bonne Nouvelle avant la mise en service de l'atelier protéines.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le portillon donnant accès au poteau incendie du réseau de la ville existait et était fonctionnel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Plan d'opération interne (POI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En outre, une mise à jour du POI est transmise au SDIS et à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéines.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que la mise à jour du POI n'était pas finalisée. L'exploitant le transmettra sous un mois au plus tard.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Système d'aspiration des poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système d'aspiration de poussière est mis en place dans la zone de déchargement des graines avant la mise en service de l'atelier protéines. Les équipements de manutention sont asservis au fonctionnement de l'aspiration.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite des travaux ont empêché l'inspection de vérifier l'asservissement des équipements de manutention au fonctionnement de l'aspiration. Ce point sera vérifié lors d'une prochaine visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 13 : Rapport annuel conformité ATEX silos béton, cellules métalliques et magasin**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes : - une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, - Une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre, - les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations et matériels électriques et des mesures techniques contre le risque d'incendie et d'explosion. Un rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'unité protéines.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le seul rapport de conformité ATEX des silos béton, cellules métalliques et magasins tourteaux qui existait était antérieur à l'arrêté préfectoral. L'exploitant transmettra un rapport de conformité ATEX à jour des installations susvisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Sondes thermométriques silos béton et cellule métallique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Auto échauffement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant mesure la température et le degré d'humidité des tas de tourteaux selon une fréquence qu'il définit en fonction du temps de séjour de chacun des tas. Des sondes thermométriques sont mises en place au niveau des silos béton et cellules métalliques avant la mise en service de l'atelier protéines.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la mise en place de sondes thermométriques au niveau des cellules métalliques. Les silos béton ne sont pas utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Mesure température tourteaux gras et humides et détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Auto échauffement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un suivi en continu de la température des tourteaux gras dans le magasin 4 ainsi qu'une détection incendie avant la mise en service de l'atelier protéines. Des dispositions particulières sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- temps de stockage maximum de 8 jours,</li><li>- découpage du magasin 4 en cases pour fractionner le risque et faciliter une intervention en cas d'auto-échauffement,</li><li>- application de la règle FIFO (First In First Out)</li></ul> <p>Des fiches réflexes précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la surveillance des mesures de températures dans les tas de tourteau gras,</li><li>- les dispositions à prendre en cas d'auto-échauffement,</li><li>- les dispositions à prendre en cas d'impossibilité de sortir le stock au bout de 8 jours</li></ul> <p>Le temps de stockage du tourteau humide dans le magasin 3 est limité à 4 jours. L'exploitant met en oeuvre une procédure permettant de s'assurer du respect de ce temps maximum de stockage. Une détection incendie est également mise en oeuvre avant la mise en service de l'atelier protéines.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que la température des tourteaux gras était surveillée et que la mesure faisait partie intégrante du processus de pilotage (renvoi de l'information à la console des opérateurs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 16 : Rapport annuel vieillissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos et Magasins. Il met en place à minima une procédure de contrôle visuel des parois, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé annuellement et à chaque fois que nécessaire. Il fait l'objet de rapport intégrant un suivi photographique des points de contrôle. Un rapport est transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéines.</p> <p>L'état des parois des cellules métalliques fait l'objet de contrôles supplémentaires et intégrés dans les procédures d'exploitation et de maintenance, afin de contrôler l'absence de « pansements humides, nuisant au maintien de la santé du métal par l'accumulation de produits, poussières ou autres matières dans les coins et recoins des cellules.</p> <p>Les parois périphériques aux deux magasins 3 et 4 et l'ensemble des toitures de ceux-ci font l'objet de contrôle supplémentaires, selon une fréquence définie par l'exploitant, portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable / éventable, etc. Ces contrôles sont tracés et font l'objet d'enregistrements tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté qu'une société a réalisé des inspections visuelles de silos béton et des silos métalliques qui a fait l'objet de rapports décrivant les désordres constatés. S'agissant des silos bétons, l'exploitant a précisé qu'au regard des désordres, le choix stratégique de les démanteler avait été fait. S'agissant des silos métalliques, l'exploitant transmettra sous un mois les justificatifs des travaux réalisés et le plan d'actions des actions restantes.</p> <p>Aucun des deux rapports ne mentionne de contrôles réalisés sur les parois périphériques aux deux magasins 3 et 4 et l'ensemble des toitures de ceux-ci, portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable / éventable.</p> <p>L'exploitant transmettra sous 1 mois un rapport conclusif sur ces points accompagné d'un plan d'actions préventives et/ou correctives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 17 : Porte découplage n°3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en oeuvre des dispositifs (portes, cloisons, trappes...) de découplages judicieusement implantés et dûment conçus (résistance à la surpression accidentelle maximale, fixations...) permettant d'interdire la survenue d'une explosion secondaire dans une installation adjacente à une installation où a eu lieu une explosion primaire.</p> <p>À cet effet, le sens d'ouverture de la porte n° 3 du découplage haut du silo béton est modifié avant la mise en service de l'atelier protéines de façon à ce qu'une pression interne en provenance des galeries vienne appuyer la porte sur la paroi de découplage.</p>
<b>Constats :</b> Sans objet, les silos béton ne sont plus utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet